

**Union européenne - Bilans
approfondis et mise en oeuvre des
recommandations par pays de 2016
- Conclusions du conseil ECOFIN -
Communiqué de presse du conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 23 mai 2017)**

Le Conseil Ecofin :

1. SALUE la publication en temps utile par la commission des rapports par pays qui analysent les politiques économiques de chaque État membre, dans lesquels sont inclus les bilans approfondis dans le cadre de la procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques (PDM), et le suivi de la mise en oeuvre des recommandations par pays de 2016, ainsi que de la communication qui les accompagne, résumant les principales conclusions des bilans approfondis. SE FÉLICITE de l'analyse intégrée et SOULIGNE la nécessité de faire en sorte que l'analyse du bilan approfondi reste bien identifiable et transparente dans le cadre des rapports par pays.

2. TIENDRA compte de ces éléments, ainsi que des programmes nationaux de réforme, des programmes de stabilité ou de convergence et de la recommandation concernant la politique économique de la zone euro du 10 mars 2017, lors de l'adoption des recommandations par pays de 2017.

I. BILANS APPROFONDIS

3. ESTIME que les bilans approfondis présentent une analyse détaillée et aboutie de la situation du pays pour chacun des États membres examinés et étayent ainsi la surveillance multilatérale, le renforcement de l'adhésion aux réformes au niveau national et l'adoption de mesures. CONSTATE que les outils d'analyse pertinents au vu des difficultés spécifiques de chaque économie sont utilisés et complétés par une analyse qualitative de fond.

4. CONVIENT que douze des États membres examinés (Bulgarie, Allemagne, Irlande, Espagne, France, Croatie, Italie, Chypre, Pays-Bas, Portugal, Slovénie et Suède) connaissent des déséquilibres macroéconomiques dont la nature et l'ampleur varient selon la PDM, et que la Finlande ne connaît plus de déséquilibres macroéconomiques au sens de la PDM.

5. ESTIME comme la commission que six États membres (Bulgarie, France, Croatie, Italie, Chypre et Portugal) présentent des déséquilibres excessifs. NOTE que la Commission a l'intention de revoir en mai son analyse pour trois pays présentant des déséquilibres excessifs (Italie, Chypre et Portugal), à la lumière des problèmes structurels qui ressortent de l'analyse

du bilan approfondi, en tenant compte du niveau d'ambition de leurs programmes nationaux de réforme. CONVIENT d'examiner avec attention tout autre réexamen de la commission afin d'établir si d'autres mesures sont nécessaires. SOULIGNE qu'il y a lieu d'utiliser pleinement la PDM et, le cas échéant, d'en appliquer le volet correctif.

6. SOULIGNE que des mesures et un engagement résolu en faveur des réformes structurelles sont toujours nécessaires dans tous les États membres, y compris lorsqu'ils sont confrontés à des déséquilibres macroéconomiques affectant le bon fonctionnement de l'Union économique et monétaire. Il convient de corriger les déséquilibres de manière durable, en s'attachant surtout aux problèmes majeurs, en réduisant les risques, en facilitant le rééquilibrage des économies de l'UE et en créant les conditions propices à une croissance et des emplois durables.

7. EST CONSCIENT des progrès que beaucoup d'États membres ont réalisés dans la correction de leurs déséquilibres extérieurs et intérieurs, contribuant ainsi au rééquilibrage au sein de la zone euro et au niveau de l'UE. SOULIGNE que, malgré les améliorations apportées, les problèmes et les risques restent globalement inchangés et que de nouvelles mesures sont nécessaires pour remédier aux déséquilibres, en particulier aux niveaux élevés d'endettement, dans le contexte d'un recul de la croissance potentielle de la production et de la productivité et de taux de chômage qui restent historiquement élevés. Dans le même temps, la persistance d'excédents élevés des comptes courants dans certains États membres de la zone euro où les besoins de désendettement sont relativement faibles pourrait, dans certaines circonstances, être révélatrice de grands déséquilibres entre épargne et investissement nécessitant l'adoption de mesures. NOTE que, dans de nombreux pays de la zone euro, le rééquilibrage des déficits vers des positions excédentaires, combiné à des excédents persistants et élevés dans d'autres, a entraîné un ajustement asymétrique qui a conduit à une position excédentaire forte et croissante de la zone euro dans son ensemble, dont les conséquences méritent que l'on y prête davantage attention.

II. MISE EN OEUVRE DES RECOMMANDATIONS PAR PAYS

8. NOTE les avancées réalisées pour donner suite aux recommandations par pays de 2016, mais CONSTATE que la mise en oeuvre des réformes a été inégale dans les différents domaines d'action et pays et que la suite donnée aux recommandations par pays de 2016 n'a débouché sur des progrès notables que dans quelques cas seulement.

9. SE FÉLICITE de la nouvelle analyse pluriannuelle de la commission concernant la mise en oeuvre des recommandations par pays et du fait que des progrès satisfaisants ont été accomplis pour une grande majorité de recommandations, mais CONSTATE que les avancées ont été inégales dans les différents domaines d'action et pays et au fil du temps. RAPPELLE que l'analyse pluriannuelle de la commission indique qu'un certain nombre de recommandations par pays portent sur des problèmes structurels à long terme dont la résolution demande du temps et que des résultats tangibles peuvent mettre du temps à se faire jour.

10. SOULIGNE que, dans l'environnement macroéconomique actuel qui est assez favorable, il est nécessaire de poursuivre et d'accélérer la mise en oeuvre des réformes pour relever les défis énoncés ci-après, en se prémunissant contre toute lassitude à l'égard des réformes et en

surmontant les défis de l'économie politique.

11. SE FÉLICITE que les déficits publics et les taux d'endettement public devraient baisser dans beaucoup d'États membres, mais SOULIGNE que la viabilité à long terme des finances publiques, y compris la viabilité des systèmes de retraite, reste un problème.

12. INSISTE sur le fait qu'il convient d'accorder la priorité à de nouvelles réformes structurelles concernant les marchés des produits et des services pour renforcer la reprise économique, corriger les déséquilibres préjudiciables, améliorer les conditions d'investissement et renforcer le marché unique. Davantage de progrès pourraient être accomplis pour créer un environnement réglementaire favorable aux entreprises et à l'emploi, réduire la charge administrative, renforcer tant l'efficacité de l'administration que la qualité de la réglementation et supprimer les restrictions injustifiées dans le secteur des services, notamment en faisant en sorte que les prestataires de services puissent travailler beaucoup plus facilement de part et d'autre des frontières.

13. SE FÉLICITE de l'accent mis sur la croissance inclusive et SOULIGNE que la promotion de la croissance économique et de l'emploi, l'augmentation de l'investissement et les réformes visant à augmenter la productivité et l'offre de main-d'oeuvre sont autant d'éléments essentiels pour relever les défis sociaux. Des finances publiques saines et la mise en oeuvre de réformes ambitieuses sont des conditions préalables pour une croissance durable et inclusive.

14. CONVIENT qu'il reste urgent d'améliorer les conditions d'investissement afin d'attirer davantage d'investissements privés dans l'économie réelle et de garantir un investissement public et des infrastructures publiques de grande qualité. Les progrès constatés dans la mise en oeuvre des réformes ont été lents pour ce qui est de s'attaquer aux problèmes liés à la réglementation sectorielle et aux autres obstacles freinant les investissements et de réformer l'administration publique, les systèmes judiciaires, les régimes d'insolvabilité et l'environnement des entreprises, y compris l'accès au financement. En dépit de certains progrès, des obstacles à l'investissement subsistent dans des secteurs clés dans de nombreux États membres.

15. EST CONSCIENT que l'Europe connaît un problème de productivité, celle-ci affectant une croissance modérée et intérieure à celle d'autres économies avancées. INSISTE dans ce contexte sur l'importance des réformes structurelles pour favoriser l'innovation et la numérisation et pour faciliter la diffusion des nouvelles technologies, pour créer un environnement des entreprises dans lequel les plus productives peuvent prospérer et pour réduire la mauvaise affectation des ressources et les inadéquations de compétences. Ce problème est exacerbé notamment par le vieillissement de la population. Le pourcentage de personnes en âge de travailler dans la population totale devrait diminuer dans l'ensemble de l'Europe, de façon particulièrement marquée dans certaines économies.

16. SE FÉLICITE des progrès enregistrés dans la réforme des marchés du travail mais note qu'il subsiste des problèmes de taille et d'importantes lacunes dans la mise en oeuvre. Il demeure possible d'élargir les assiettes fiscales et de réduire les charges fiscales pesant sur le travail, et davantage de progrès pourraient être accomplis pour augmenter la participation des femmes au marché du travail. Dans certains États membres, davantage d'efforts sont

nécessaires pour réduire le chômage des jeunes et le chômage de longue durée. Une attention spéciale doit être accordée à la bonne intégration des migrants et des réfugiés en particulier./.